



KENYA

FICHE PAYS ISSUE DU SONDAGE « LES ASPIRATIONS CITOYENNES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LE MONDE : UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT »¹



[CONSULTER LE RAPPORT](#)



QUE DÉCLARENT LES PERSONNES INTERROGÉES AU KENYA DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ?

- ➔ La grande majorité des personnes interrogées au Kenya déclarent que l'égalité des sexes leur est « *importante* » à titre personnel (96 %).
- ➔ 72 % des personnes interrogées pensent que l'égalité des sexes au Kenya est « *meilleure* » aujourd'hui qu'il y a 25 ans. Par rapport aux hommes (76 %), un peu moins de femmes interrogées pensent que l'égalité des sexes est « *meilleure* » aujourd'hui (67 %), et un peu plus pensent que l'égalité des sexes est « *moins bonne* » (12 % des femmes ; 5 % des hommes). Les femmes plus âgées (de 45 à 59 ans) sont les moins susceptibles de penser que l'égalité des sexes s'est améliorée (51 %) et les plus susceptibles de penser que l'égalité des sexes est « *moins bonne* » (35 %).
- ➔ La grande majorité des personnes interrogées (92 %) pensent que le gouvernement kenyan « *devrait en faire plus* » pour promouvoir l'égalité des sexes, 7 % des personnes interrogées pensent qu'il « *fait ce qu'il faut* » et 2 % pensent qu'il en fait « *trop* ».
- ➔ Pour faire avancer l'égalité des sexes dans le pays, 57 % des personnes interrogées au Kenya pensent que le gouvernement devrait « *réformer les lois pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et mettre fin aux discriminations envers les femmes* ». Cette opinion est plus fortement partagée par les femmes (62 %) que par les hommes (51 %). Elles souhaitent également que le gouvernement « *concentre les efforts sur les femmes marginalisées pour ne laisser personne de côté* » et « *mette en place des campagnes médiatiques pour faire prendre conscience de l'importance de l'égalité des sexes* », chaque mesure recevant 45 % de soutien des personnes interrogées.
- ➔ La raison la plus populaire pouvant expliquer que les femmes ne sont pas égales aux hommes au Kenya est « *parce que la religion et la culture ne traitent pas les femmes et les hommes sur le même pied d'égalité* » (55 %).

¹ Cette fiche pays reprend les résultats d'une enquête sur les attitudes et les perceptions du public concernant l'égalité des sexes au Kenya. Ce travail est codirigé par Focus 2030 et Women Deliver. L'enquête a été réalisée au moyen d'un sondage en ligne, mené par Deltapoll, dans 17 pays. Environ un millier de personnes ont été interrogées dans chaque pays en juillet/août 2020. Les données démographiques collectées comprennent : le sexe, l'âge, le niveau de revenu, le niveau d'éducation, le dernier vote aux élections nationales (le cas échéant), l'origine ethnique (le cas échéant), le statut de migrant et la région de résidence. Au Kenya, 1 080 personnes ont été interrogées, dont 489 femmes, 585 hommes et 6 personnes qui se sont identifiées « d'une autre manière ». Parmi les 1 080 personnes interrogées, 394 étaient âgées de 18 à 24 ans, 639 étaient âgées de 25 à 44 ans, 46 étaient âgées de 45 à 59 ans, et 1 était âgée de 60 ans ou plus. Veuillez consulter www.focus2030.org et www.womendeliver.org pour plus d'informations.

² Le texte en italique et les citations reflètent les options de réponse au sondage présentées aux personnes interrogées.



VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

- ➔ **La violence basée sur le genre est la principale priorité des personnes interrogées au Kenya**, avec 31 % des personnes interrogées qui estiment que « *mettre fin aux violences contre les femmes* » est la première des priorités sur lesquelles leur gouvernement devrait se concentrer pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes dans le pays. 78 % des personnes interrogées choisissent ce domaine parmi les trois les plus importants.
- ➔ Pour lutter contre la violence basée sur le genre, **la plupart des personnes interrogées (78 %) pensent que le gouvernement kenyan devrait « mettre fin aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux jeunes filles (p. ex. le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines) »**. Il existe également un soutien pour « *financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences* » (58 %) et « *renforcer la poursuite judiciaire des [auteurs de] crimes sexuels et des agressions envers les femmes* » (54 %). « *Financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences* » est plus important pour les femmes interrogées (66 %), et en particulier pour celles âgées de 45 ans et plus (77 %).
- ➔ **La grande majorité des personnes interrogées au Kenya (96 %) se sentent menacées, ou connaissent quelqu'un qui se sent menacé d'agression ou de harcèlement** à un endroit ou un autre. L'endroit le plus fréquent où les personnes interrogées se sentent menacées, ou connaissent quelqu'un qui se sent menacé, est « *dans des lieux publics* », où 77 % des personnes interrogées, et 81 % des femmes interrogées, se sentent menacées, ou connaissent quelqu'un qui se sent menacé. Les groupes plus âgés sont également sensiblement plus susceptibles de se sentir menacés, ou de connaître quelqu'un qui se sent menacé, « *dans des lieux publics* » : 84 % des personnes âgées de 45 à 59 ans et 100 % des personnes âgées de 60 ans et plus ont cité ce fait, contre 72 % des personnes âgées de 18 à 24 ans.
- ➔ 53 % des personnes interrogées au Kenya estiment qu'il est « *acceptable* » que les femmes doivent toujours obéir à leur partenaire, tandis que 22 % pensent que c'est « *inacceptable* ». Pour 36 % des personnes interrogées, il est « *acceptable* » que « *les femmes puissent refuser d'avoir un rapport sexuel avec leur partenaire* », tandis que 36 % pensent que c'est « *inacceptable* ». Toutefois, la grande majorité des personnes interrogées au Kenya estiment qu'il est « *inacceptable* » « *de siffler une femme dans la rue ou de toucher une femme sans son consentement* » (90 %), et de « *raconter ou partager une blague sexiste au sujet d'une femme avec des amis ou sur les réseaux sociaux* » (82 %). Les femmes interrogées sont plus susceptibles de trouver les sifflements destinés aux femmes (93 %) et les blagues sexistes (89 %) « *inacceptables* ».



MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES

- ➔ **Les mouvements et le leadership féministes est la deuxième priorité la plus souvent citée**, avec 28 % des personnes interrogées choisissant « *accroître la participation des femmes et le pouvoir des femmes en politique ainsi que dans les mouvements culturels et sociaux* » comme priorité absolue. 71 % considèrent que ce domaine fait partie des trois les plus importants.
- ➔ **Pour 61 % des personnes interrogées, « assurer une représentation égale des femmes en politique » est une mesure clé que le gouvernement kenyan devrait prendre dans ce domaine.** Cette opinion est plus marquée chez les femmes (72 %) et les personnes relativement plus âgées (71 % de celles âgées de 45 à 59 ans). 50 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement kenyan devrait « *soutenir la participation des femmes dans les processus de paix et leur implication en tant que défenseuses des droits humains* ». Cette opinion est aussi plus répandue chez les femmes interrogées (56 %) que chez les hommes (45 %). En outre, 48 % des personnes interrogées pensent que leur gouvernement devrait « *soutenir la participation et la capacité des femmes à prendre des responsabilités politiques* », les hommes étant plus nombreux à soutenir cette mesure que les femmes (52 % contre 44 %).
- ➔ **Quatre personnes interrogées sur cinq (80 %) « sont d'accord » que l'imposition de quotas par sexe dans tous les organes de décisions politiques est une bonne manière de faire avancer l'égalité des sexes au Kenya**, seuls 8 % n'étant pas d'accord. Les femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans sont plus favorables aux quotas par sexe (98 %) que les femmes les plus âgées (62 % de celles âgées de 45 ans et plus) et les hommes de la même cohorte d'âge (86 %).



JUSTICE ÉCONOMIQUE ET DROITS ÉCONOMIQUES

- ➔ **La promotion de la justice économique et des droits économiques des femmes est la troisième priorité globale pour les personnes interrogées au Kenya**, avec 15 % des personnes interrogées choisissant « *favoriser l'accès des femmes à des postes bien payés, mettre en place un salaire égal, une indépendance financière et les droits des femmes pour accéder à la propriété* » comme une priorité principale du gouvernement pour améliorer l'égalité des sexes dans le pays. 50 % des personnes interrogées choisissent ce domaine comme l'une des trois principales priorités.
- ➔ **Afin d'élargir les opportunités économiques des femmes et accroître leur pouvoir de décision, les personnes interrogées donnent la priorité à quatre questions :** « *accroître le nombre de femmes assumant des rôles de direction* » (54 %), « *garantir une protection sociale et de bonnes conditions de travail pour les femmes effectuant un travail peu rémunéré* » (53 %), « *permettre un égal accès à l'éducation et à la formation professionnelle pour les femmes et les hommes* » (51 %), et « *empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail* » (51 %). Les femmes interrogées sont plus nombreuses que les hommes à citer l'augmentation du nombre de femmes assumant des rôles de direction (60 % contre 47 %) et la prévention des violences et du harcèlement sexuel (58 % contre 44 %). Les femmes interrogées qui ont émigré pour un emploi ou de meilleures opportunités économiques sont particulièrement susceptibles de demander à leur gouvernement de « *garantir une protection sociale et de bonnes conditions de travail pour les femmes effectuant un travail peu rémunéré* » (70 %, contre 46 % des femmes interrogées qui n'ont pas émigré).

- ➔ 83 % des femmes interrogées déclarent avoir été confrontées à l'une au moins des discriminations sexuelles proposées au cours de leur vie. 46 % « *n'ont pas reçu ou ne recevront pas le même héritage que [leurs] proches de sexe masculin* », 36 % ont vu leur liberté de mouvement « *restreinte contre leur volonté par un membre de [leur] famille ou [leur] partenaire* » (54 % de celles âgées de 18 à 24 ans), et 31 % « *n'ont pas accès aux mêmes opportunités de promotions dans [leur] travail que [leurs] collègues de sexe masculin* ». En outre, 29 % des femmes interrogées déclarent qu'elles ne sont « *pas autant payées que [leurs] collègues masculins* », et 17 % « *ont rencontré plus de difficultés pour avoir accès à l'éducation et à une formation professionnelle que [leurs] proches de sexe masculin* ».
- ➔ Pour 58 % des personnes interrogées au Kenya, il est « *inacceptable* » de « *laisser les femmes assurer la majorité des tâches ménagères, de la garde des enfants et du soutien aux personnes âgées* ». De plus, 69 % trouvent « *inacceptable* » « *de demander à une femme pendant un entretien d'embauche si elle a ou souhaiterait avoir des enfants* ». La majorité des personnes interrogées (84 %) pensent également qu'il est « *inacceptable* » « *que les femmes gagnent moins que les hommes pour le même travail* ». Les femmes interrogées (89 %) sont plus susceptibles que les hommes interrogés (79 %) de trouver « *inacceptable* » « *que les femmes gagnent moins que les hommes pour le même travail* ».
- ➔ L'impact économique de la pandémie de Covid-19 a frappé les femmes et les hommes interrogés au Kenya de manière similaire, les deux citant le fait de n'avoir pas pu « *effectuer autant d'heures de travail rémunéré* » (34 % des femmes ; 34 % des hommes) et avoir « *fait face à des difficultés financières inattendues* » (70 % des femmes ; 71 % des hommes) dans les mêmes proportions. **Des différences entre les sexes apparaissent lorsqu'on examine les tâches ménagères, 71 % des femmes interrogées, contre 42 % des hommes, déclarant que leur « temps consacré aux tâches ménagères a augmenté ».** C'est notamment le cas des femmes âgées de 45 ans et plus, dont 94 % ont consacré plus de temps que d'habitude aux tâches ménagères. En outre, plus de femmes interrogées (43 %, et 63 % de celles âgées de 18 à 24 ans) que d'hommes (35 %) déclarent ne pas avoir pu consacrer autant de temps « *à [leur] éducation ou à [leur] formation* » qu'avant la pandémie.



LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

- ➔ **Les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes est le quatrième domaine d'action gouvernementale le plus souvent cité,** avec 10 % des personnes interrogées classant « *investir dans la technologie pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques* » comme leur priorité absolue. 44 % des personnes interrogées ont choisi ce domaine comme l'une des trois principales priorités.
- ➔ Afin de promouvoir l'utilisation des technologies et de l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes, les personnes interrogées souhaitent que leur gouvernement « *procure des opportunités équivalentes aux jeunes filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques* » (69 %) et qu'il « *lutte contre les obstacles qui empêchent les jeunes filles ou les femmes d'accéder à la technologie, de la concevoir ou de la développer* » (58 %).



DROIT À DISPOSER DE SON CORPS ET LA SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

- ➔ **Le droit à disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs est la cinquième priorité la plus souvent citée pour l'action gouvernementale**, 9 % des personnes interrogées classant « *permettre l'accès à la contraception et au planning familial, à un bon suivi de la santé maternelle, à l'éducation sexuelle à l'école* » comme une priorité absolue. 35 % des personnes interrogées choisissent ce domaine comme l'une des trois principales priorités.
- ➔ **Pour faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes, les personnes interrogées au Kenya aimeraient que leur gouvernement « accroisse l'accès aux services de santé sexuelle » (56 %), « accroisse l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école » (52 %), et « résolve en priorité les besoins des femmes issues de groupes marginalisés (p. ex. les femmes handicapées, les minorités ethniques, les personnes LGBTQ+, les réfugiées et les migrantes) » (49 %).**
- ➔ Plus de femmes (61 %) que d'hommes (43 %) soulignent l'importance d'« *accroître l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école* ». En particulier, les femmes les plus jeunes (âgées de 18 à 24 ans) sont les plus susceptibles de penser que cette question est importante pour leur gouvernement (68 %).
- ➔ **23 % des femmes interrogées au Kenya ont rencontré des difficultés au cours de leur vie « pour avoir accès à [leur] méthode de contraception privilégiée », un chiffre qui atteint 29 % pour celles âgées de 18 à 24 ans.** En outre, 6 % des femmes interrogées ont rencontré « *des difficultés pour avoir accès à l'avortement et à des soins post-avortement* » au cours de leur vie. Là encore, cette tendance est plus prononcée (11 %) chez les jeunes femmes âgées de 18 à 24 ans.
- ➔ La pandémie de Covid-19 a encore davantage compromis l'accès aux services de santé sexuelle : 5 % des personnes interrogées ont rencontré « *des difficultés pour accéder à des moyens de contraception ou à d'autres dispositifs liés à la santé sexuelle* » pendant la pandémie, les personnes interrogées les plus jeunes, âgées de 18 à 24 ans, ayant rencontré le plus de difficultés (7 %).



ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

- ➔ **La sixième priorité la plus souvent citée pour améliorer l'égalité des sexes au Kenya est l'action des femmes en faveur de la justice climatique**, avec 4 % des personnes interrogées classant « *promouvoir la participation des femmes dans les actions mises en œuvre face au changement climatique* » comme priorité absolue. 10 % des personnes interrogées choisissent ce domaine comme l'une des trois principales priorités.
- ➔ Afin de promouvoir les efforts des femmes pour répondre au changement climatique, 72 % des personnes interrogées souhaitent que leur **gouvernement « promeuve la formation et l'embauche des femmes dans des métiers liés au changement climatique »**, 71 % souhaitent que leur gouvernement « **accroisse la participation des jeunes filles et des femmes dans le développement de solutions pour lutter contre le changement climatique** », et 70 % soutiennent « **l'augmentation du financement des organisations dirigées par des femmes qui luttent contre le changement climatique** ».



FINANCEMENT EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

- ➔ **La grande majorité des personnes interrogées au Kenya (93 %) pensent que leur gouvernement devrait augmenter ses financements en faveur de l'égalité des sexes au Kenya**, et 82 % pensent qu'il devrait augmenter ses financements en faveur d'organisations et de projets internationaux luttant pour l'égalité des sexes dans le monde entier.
- ➔ **27 % des personnes interrogées au Kenya « sont d'accord » que parvenir à l'égalité des sexes est essentiel pour mettre fin à la pauvreté dans tous les pays**, contre 4 % qui ne sont « *pas d'accord* ».



QUELLES MESURES LES PERSONNES INTERROGÉES AU KENYA SONT-ELLES PRÊTES À PRENDRE ?

- ➔ Pour encourager les décideurs politiques à lutter contre les inégalités hommes-femmes dans le monde, 71 % des personnes interrogées au Kenya sont prêtes à « *promouvoir l'égalité des sexes dans des conversations et des échanges sociaux* », cette proportion étant plus élevée chez les femmes (77 %) que chez les hommes (64 %). 64 % des personnes interrogées seraient prêtes à « *partager des informations au sujet de l'égalité des sexes sur les réseaux sociaux* » (69 % des femmes et 60 % des hommes). En outre, 61 % des personnes interrogées seraient disposées à « *être bénévole dans une organisation luttant pour l'égalité des sexes* » (68 % des femmes et 55 % des hommes) ou à « *voter aux élections en faveur d'un(e) candidat(e) engagé(e) en faveur de l'égalité des sexes* ».



IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

- ➔ 43 % des personnes interrogées « *sont d'accord* » que la réponse du gouvernement pour aider les citoyens à traverser la pandémie de Covid-19 au Kenya a répondu de la même manière aux besoins des femmes et des hommes, alors que 40 % ne sont « *pas d'accord* ».
- ➔ 44 % des personnes interrogées « *sont d'accord* » que les inégalités femmes-hommes vont s'accroître en raison de l'épidémie de Covid-19, tandis que 35 % ne sont « *pas d'accord* ».
- ➔ Une majorité importante des personnes interrogées (96 %) pensent que les femmes devraient être impliquées à tous les niveaux de la réponse sanitaire mondiale ainsi que dans les efforts de relance après l'épidémie de Covid-19, y compris dans le développement des politiques publiques et des traitements.
- ➔ Plus de femmes (68 %, et 73 % des personnes âgées de 25 à 44 ans) que d'hommes (57 %) ont déclaré avoir souffert de « *stress émotionnel ou de problèmes psychologiques* » à la suite de l'épidémie de Covid-19.

Cette fiche pays est un supplément au rapport *Les aspirations citoyennes en faveur de l'égalité femmes-hommes dans le monde : une volonté de changement*, présentant les résultats d'un sondage comparatif mené dans 17 pays sur l'égalité entre les femmes et les hommes en amont du Forum Génération Égalité.

Pour le rapport complet et l'intégralité des fiches pays, veuillez consulter le site : <http://womendeliver.org> et www.focus2030.org